



La Tunisie, l'Union du Maghreb Arabe et l'intégration régionale

LUIS MARTINEZ AVEC LE SOUTIEN DE
AHMED DRISS
ALEXANDRA POLI
KAMEL CHEKLAT
MARIA RENDON
MOHAMED BEN MABROUK



Cette étude est le résultat d'un projet mené par le Centre d'Études et de Recherches Internationales (CERI-Sciences Po), Paris, en collaboration avec le Centre d'Études Méditerranéennes Internationales (CEMI), Tunis. Dr Luis Martinez est chercheur au CERI-Sciences Po.

Table des matières

Résumé	4
Introduction	5
1. Un rapport distancié de l'UMA	7
2. Les deux nœuds du questionnaire : le malaise démocratique et le rapport à l'islam	7
I. Analyse des données	8
II. Représentations de l'UMA par des militants	9
1. L'UMA : une opportunité de contourner des régimes autoritaires	9
2. L'UMA : une nécessité	10
3. Les facteurs du blocage de l'UMA	10
III. Résultats de l'enquête	13
III. Annexe méthodologique	52
Précédentes Publications EuroMeSCo	54

Résumé

L'enquête montre que le projet d'intégration régional au Maghreb demeure, en Tunisie, comme en Algérie et au Maroc, un projet porteur qui interpelle personnellement la grande majorité des Tunisiens. Bien que depuis son lancement en 1989, peu de projets aient été réalisés, l'UMA est toujours perçue comme nécessaire au développement et à l'avenir de la Tunisie. Les facteurs explicatifs du blocage sont clairement identifiés : l'incapacité des dirigeants à s'entendre en raison du climat de méfiance qui règne au niveau régional, l'absence d'investissement de l'Union européenne dans la destinée de l'UMA et enfin, le conflit du Sahara Occidental. Pour beaucoup, le Maghreb dispose d'atouts non négligeables pour décoller mais pour cela, il a besoin de démocratie. L'idée de la création d'un parlement maghrébin élu démocratiquement est plébiscitée ! Aussi, l'enquête montre clairement que le déficit démocratique constitue un facteur central dans l'analyse du blocage de la région.

L'enquête souligne également que le projet d'intégration régionale ne se concrétise pas car celui-ci apparaît davantage comme un héritage du passé que comme un impératif stratégique. En effet, la préoccupation majeure de la Tunisie est l'intégration à l'Union européenne. On retrouve là un paradoxe déjà observé dans l'enquête sur le Maroc. L'objectif stratégique de la Tunisie est, pour nos interviewés, l'intégration à l'Europe, aussi, plus les réformes économiques et politiques qui sont mises en œuvres rapprochent les Tunisiens de l'Europe, plus le projet d'intégration régionale au Maghreb devient sentimentalement fort. L'incapacité de promouvoir un marché régional alors qu'en apparence de nombreux facteurs plaident pour sa réalisation provoque une vision dévalorisée de la région. À contrario, l'UE fait figure de modèle de réussite qui suscite l'envie de s'en rapprocher.

Enfin, l'enquête confirme qu'aucune figure politique ne symbolise le projet d'un Maghreb intégré. La majorité des enquêtés sont incapables de citer des personnages susceptibles de symboliser ce projet. De plus, force est de constater que l'héritage du « combattant suprême » est effacé de la mémoire collective des Tunisiens, seulement 2 % de nos interviewés le cite ! Face à ces blocages internes, les attentes vis-à-vis de l'Europe sont fortes. Aussi, pour beaucoup, c'est un sentiment de déception qui domine face au peu d'investissement de l'UE dans le processus de l'UMA. Mais comme le souligne un militant des droits humains : « Je ne veux pas être démagogue, la situation des droits de l'homme et des libertés publiques ne nous permettent pas de consacrer le minimum de temps à des questions stratégiques de luxe. **Nous sommes en situation de lutte pour la survie, nous sommes amenés à concentrer notre action pour la préservation de notre organisation, même pas pour défendre les droits de l'homme. Nous sommes incapables, du fait que nous sommes harcelés. Que dire des questions maghrébines, de partenariat, de l'Euromed... ce sont des questions de luxe.** Nous avons des partenariats avec la société civile, le forum social maghrébin dans le cadre de l'Euromed, nous ne sommes pas actifs, nous n'avons pas les moyens de l'être ».

Introduction

Dans un article intitulé « Tunisie : les pays du Golfe montrent la voie aux Maghrébins », le journal *Tunisie Affaire* souligne comment le 1^{er} janvier 2008 « les six monarchies pétrolières du Golfe ont montré la voie aux pays du Maghreb, incapables depuis 30 ans de créer un marché commun économique, malgré les tentatives, les discours et l'existence d'un cadre politique et juridique »¹. Alors que les monarchies du CCG envisagent une monnaie unique en 2010, le marché commun des CCG permet déjà une libre circulation « à l'image de l'espace Schengen » ! Et l'auteur de pointer avec amertume et réalisme : « il est impossible dans l'état actuel de penser que le Maghreb économique pourra voir le jour dans les 10 prochaines années car plusieurs obstacles politiques existent, malgré l'emplacement de la Tunisie comme pays catalyseur. Toutefois, notre pays a intérêt, dans l'état de blocage actuel, à développer des initiatives bilatérales avec la Libye, l'Algérie ou le Maroc et ce, dans l'attente de l'évolution des positions des uns et des autres. Somme toute, du point de vue de la Tunisie, celle-ci est prête pour le marché commun maghrébin mais elle est handicapée par un environnement régional instable et semé d'obstacles, à l'inverse des monarchies du Golfe qui font office de modèle d'intégration régionale. Les avantages du marché commun maghrébin sont nombreux.

Comme le souligne Nabil Jedlane : « Au sein du Maghreb, la création d'union monétaire pourrait améliorer les politiques économiques, stimuler la croissance et encourager la bonne gouvernance. Elle pourrait aussi contribuer au renforcement de la paix et à la stabilité politique. Cependant, la mobilité du travail au Maghreb demeure limitée, le degré d'ouverture est faible et la structure de production reste peu diversifiée. De plus, il n'y a pas de possibilité de transferts budgétaires entre ces pays, ni de mobilité parfaite des capitaux. Par ailleurs, les gains à adopter une monnaie unique en termes de coûts de transactions dépendent de l'intégration commerciale régionale. Cependant, ces gains au sein du Maghreb sont mineurs à cause de la faiblesse de leurs échanges intra régionaux »². Le « non Maghreb » et son manque à gagner de croissance de l'ordre de 2%, s'explique, du point de vue tunisien, par les tensions et blocages entretenus par les autres pays du Maghreb. Ce sont ces derniers qui, en raison de leurs piètres résultats économiques et de leur rivalité historique, devraient porter la responsabilité de l'échec.

Tout au long de la décennie quatre-vingt-dix, la Tunisie a représenté le « meilleur élève » du Maghreb. En novembre 1987, le « coup d'État chirurgical » de Ben Ali mettait un terme au régime de Bourguiba et annonçait une ère nouvelle pour la Tunisie : « Sous l'influence du président Ben Ali, la Tunisie s'est engagée résolument vers la démocratisation de la vie politique, la réalisation du progrès social et la libéralisation de son économie »³. Cet optimisme trouvait sa source dans les inquiétudes soulevées par les dernières années de la présidence de Bourguiba mais aussi par la situation dans laquelle le Maghreb se trouvait. Au début de la décennie quatre-vingt-dix, l'Algérie basculait lentement mais sûrement vers une guerre civile⁴, la Libye entraînait dans le cycle des sanctions internationales en raison de son soutien au terrorisme⁵ et le Maroc subissait les coups de la guerre contre le Polisario et la dérive d'une monarchie absolue. Dans ce contexte, l'avènement de Ben Ali apparaissait comme une voie de renouveau pour un Maghreb enkysté dans des régimes autoritaires et corrompus. Les premières décisions de Ben Ali laissaient entendre que la Tunisie allait s'engager vers une plus grande ouverture politique.

La déclaration du 7 novembre 1987 stipulait la ferme intention de la Tunisie « à réaliser l'unité du Grand Maghreb sur la base d'intérêt commun ». Aussi, lorsqu'en 1989, les chefs du Maghreb se réunirent à Marrakech pour signer le traité de naissance de l'Union du Maghreb Arabe, la Tunisie pouvait enfin espérer voir se réaliser un objectif présent dans la « doctrine destourienne » : « les responsables de l'économie tunisienne avaient acquis depuis 1962 la conviction que le succès de leur industrialisation était conditionné par l'accès à un marché de division plus ouvert, le marché maghrébin »⁶. Mais la création officielle de l'UMA ne se traduisit pas dans les faits par une plus grande ouverture de l'économie au Maghreb. En juillet 1991, Ben Ali soulignait que : « l'UMA a un avenir, nous y croyons, et œuvrons dans ce sens. Le Grand Maghreb n'est pas seulement un idéal, c'est aussi une exigence de notre temps »⁷. Et pourtant, la réalisation du Grand Maghreb, en dépit des espoirs que ce projet souleva, a été tout au long de la décennie quatre-vingt dix mis de côté. L'obsession sécuritaire au Maghreb⁸, née de l'émergence de l'islamisme radical avait contraint les régimes, menacés de renversement à l'instar de l'Algérie et de la Libye, à porter moins d'attention à la réalisation de l'UMA. Dans ce climat de violence, la Tunisie s'apparentait pour beaucoup à un havre de paix et de sécurité dans lequel les millions de touristes pouvaient passer, sans crainte pour leur sécurité, leurs vacances en famille. Pour la société tunisienne, la consolidation du régime autoritaire de Ben Ali s'est traduite par une privation des libertés et des droits politiques⁹.

1 *Tunisie Affaire*, 4 janvier 2008.

2 Nabil Jedlane, L'unification monétaire et caisses d'émissions au Maghreb, Document de recherche numéro 2007-12. Laboratoire d'Economie d'Orléans, p. 9.

3 A. Chneguir, La politique extérieure de la Tunisie (1956-1987), Paris : L'Harmattan, 2004, p.227.

4 Luis Martínez, La guerre civile en Algérie, Paris : Karthala, 1998.

5 Luis Martínez, *The Libyan Paradox*, London : Hurst, 2007.

6 Op.cit p. 116.

7 *Le Monde*, 11 juillet 1991.

8 Michel Camau et Vincent Geisser, Le syndrome autoritaire : politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali, Paris : Presses de Sciences-Po, 2003.

9 O. Lamoum et B. Ravenel, La Tunisie de Ben Ali : la société contre le régime, Paris : L'Harmattan, 2002.

À cette image idyllique, la Tunisie de Ben Ali pouvait ajouter les performances « record » de son économie si souvent vantées par les instances monétaires internationales. Dans les facteurs assurant la promotion du régime de Ben Ali, la dimension du « succès » économique de la Tunisie est constamment mise en relief afin de mieux marquer la différence avec les pays voisins pourtant plus riches mais moins développés. Ainsi, pour certains : « le président Ben Ali a repris les choses en main, redressé la barre, ramené l'espoir dans le cœur de la population, insufflé aux dirigeants d'entreprises et aux acteurs économiques la passion de bâtir et le goût de se surpasser »¹⁰ ! Comme le souligne la mission économique de l'Ambassade de France à Tunis, « entre 1995 et 2006, le PIB de la Tunisie a augmenté de 4,8 % par an en moyenne. La croissance s'est élevée à 5,4 % en 2006 et les autorités prévoient 6% »¹¹. Ces taux de croissance expliquent en partie la bonne image de la Tunisie même si la dynamique est alimentée par la croissance des crédits¹². En somme, l'économie tunisienne essentiellement orientée vers l'Europe a-t-elle besoin de l'intégration régionale au Maghreb ? Dans les années soixante et soixante-dix, le projet d'union du Maghreb apparaissait pour la Tunisie comme une nécessité sur le plan économique dans la perspective de pouvoir, d'y écouler les produits tunisiens ? L'accord d'association conclu le 17 juillet 1995 avec l'UE dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen prévoyait au 1^{er} janvier 2008 la création progressive d'une zone de libre-échange. Et ce, d'autant plus que depuis mars 2007, pour la Tunisie, « le système du cumul d'origine pan-euro-méditerranéen s'applique désormais avec les pays de l'accord d'Agadir (Maroc, Égypte et Jordanie). Le cumul permet, par exemple, à un producteur tunisien d'importer en provenance d'autres pays de la zone et d'exporter en franchise douanière vers l'UE ».

Que représente l'UMA aujourd'hui en Tunisie ? Sur le plan officiel, la Tunisie œuvre toujours pour la réalisation de ce projet. Bien que dans les faits, peu de choses aient été réalisées. La Tunisie de Ben Ali a, tout au long de son règne, pris soin de mettre en avant « le havre de paix et de sécurité » que représente la Tunisie dans un environnement régional caractérisé par la violence et le terrorisme. Aussi, la consolidation du régime autoritaire de Ben Ali a puisé sa légitimité dans sa capacité à immuniser la Tunisie des « maladies » qui frappaient ses voisins. Dans cette perspective, l'évolution du Maghreb était appréhendée avec inquiétude. Durant les années soixante-dix, l'Algérie de Boumédiène et la Libye du jeune Qadhafi représentaient deux puissants voisins, qui étaient pour elle des pôles d'attraction et des repoussoirs en même temps. La Tunisie, soucieuse d'équilibre, voulait préserver sa personnalité, éviter les tête-à-tête inégaux et profiter néanmoins des avantages d'un regroupement. Ce qui l'a toujours incité à préconiser un Grand Maghreb ou une confédération maghrébine qui serait un « Maghreb des patries »¹³. Trente ans plus tard, le régime de Ben Ali se targue d'avoir su épargner à la Tunisie les maux qui ont frappé ses « puissants voisins ». Mais en 2007-2008, que représente le projet de l'union du Maghreb en Tunisie ? Est-il toujours perçu comme une nécessité économique ? L'opinion tunisienne voit-elle toujours dans le Grand Maghreb le destin de la Tunisie ou bien se considère-t-elle, en raison de ses performances économiques, comme un « bout d'Europe » au Maghreb ?

Faits saillants de l'enquête

Au-delà de ces aspects très généraux qui dessinent la toile de fond de la réception de notre étude, deux variables - l'âge et le genre - dessinent la principale ligne de partage entre les enquêtés qui renvoient à des formes diversifiées de liberté d'expression. La passation du questionnaire s'est effectuée à Tunis et dans ses environs ainsi que dans le sud du pays. Si nous n'avons pas rencontré de résistance particulière de la part des personnes sollicitées pour participer à l'étude, (en prenant en considération bien sûr le rôle des intermédiaires) – cette situation marquant une différence de taille avec l'expérience algérienne où les réticences et les formes de résistance se situaient essentiellement au niveau de l'accord des personnes pour la passation du questionnaire – certaines questions, voire parfois des pans entiers du questionnaire se sont révélés problématiques pour les enquêtés et n'ont pas été renseignés. Cet aspect traduit à la fois un positionnement critique des enquêtés concernant le thème de l'UMA (une expression du sentiment de décalage que beaucoup soulignent entre le questionnaire et leur indifférence relative à l'égard de l'UMA) qui sert de logique de contournement (associée en partie à l'intégration de formes de censure), comme il sert également de socle pour évoquer d'autres préoccupations que les commentaires des enquêtés permettent d'éclairer.

10 Y. Brissette, L. Dupont et M. Guitoni, La Tunisie de Ben Ali, Québec : Carte Blanche, 2003, p. 116.

11 Mission économique, Ambassade de France, Situation économique et financière de la Tunisie, juin 2007.

12 Béatrice Hibou, Tunisie : le coût d'un 'miracle', Critique Internationale, numéro 44, 1999.

13 Paul Balta, Le Grand Maghreb, Paris : La découverte, 1990, p. 210.

La première raison avancée par les enquêtés pour expliquer leur non-réponse est leur désintérêt relatif, exprimé sans ambages, concernant l'UMA. En effet, nos interlocuteurs se présentent fréquemment distants par rapport au sujet et insistent sur le décalage qu'ils ressentent entre les questions qui leur sont posées et leurs préoccupations. Certains refusent, par exemple, de s'exprimer sur le degré de satisfaction concernant « la politique de l'UMA » (question 9 de la section 1) du fait qu'elle soit selon eux « inexistante » ou ne voient pas comment on peut parler de « réalisations » (question 13 de la section 1). Cette attitude face au questionnaire qui fait douter certains de sa pertinence ou de son utilité, rend particulièrement difficile le traitement de certaines réponses. Une tension semble ainsi s'opérer entre un accord de surface pour répondre à l'enquête et l'intérêt pour son objet qui explique le taux de non-réponse important concernant le volet « opinion » du questionnaire et dans une moindre mesure celui des « solutions ». De façon répétée, les enquêtés répondaient « aucune idée » ou « je ne sais pas ». Ce désintérêt relatif à l'égard de l'UMA est souvent justifié par le caractère vague et abstrait de l'instance elle-même.

Cependant, la mise à distance de l'UMA pour les raisons que nous venons d'évoquer n'explique pas à elle seule le taux de non-réponse qu'enregistrent de nombreuses questions, en particulier celles touchant directement à la politique.

Les questions qui ont suscité le plus de commentaires et de justification de la part des enquêtés sont, d'une part, celles portant sur le présent et l'avenir de la Tunisie (en particulier questions 14 et 15 de la section I) et, d'autre part, celle relative à l'islamisme (question 11 de la section III).

a) Le malaise démocratique, la liberté d'expression et la véracité de l'information

Une large part des interviewés a abordé de front la question de la démocratie, en particulier, sous l'angle de l'accès à « la vérité de l'information » et, par conséquent, de leurs difficultés à répondre à un questionnaire de ce type. Notre démarche semblait être constamment prise en tension entre, d'un côté, l'absence relative d'une culture du sondage, la dénonciation des faiblesses démocratiques du pays et, d'un autre côté, la méfiance des interviewés (prenant parfois un tour ambivalent, en particulier chez les jeunes générations, qui tout en « jouant le jeu » de la censure, n'hésitent pas à la mettre en scène, voire à la dénoncer de façon caustique). Si la peur de s'exprimer semble avoir reculé dans le pays et que le mécontentement et les critiques à l'égard du régime sont formulés de façon récurrente au cours de la passation du questionnaire, la prudence reste de règle. On se méfie toujours du voisin et des innombrables indicateurs.

Les Tunisiens que nous avons rencontrés sont essentiellement préoccupés par le devenir de leur pays. De façon encore plus marquée qu'en Algérie ou au Maroc, le sujet de l'UMA est relégué au second plan. Au-delà et de façon massive, il est possible de constater que la référence au collectif à une échelle nationale ou régionale apparaît de façon relativement effacée au profit de considérations sur la vie personnelle ou encore d'un intérêt marqué pour l'actualité internationale (notamment la politique étrangère américaine). Entre l'expression de diverses formes de dépolitisation ou de neutralisation de la politique au niveau national, la tendance à une individualisation de la société et un rapport à la politique réinvesti au niveau global, l'UMA apparaît comme un espace relativement vide de significations.

b) Le rapport à l'islam

La deuxième question qui a mobilisé le plus les enquêtés est celle de l'islam. Nombreux sont ceux qui ont demandé aux enquêteurs de préciser l'idée de « gouvernement islamiste » (en questionnant régulièrement les enquêteurs et notamment la chercheuse française : « Où se situe l'extrême selon vous ? »). De façon générale, les réflexions sur l'islam sont intarissables et présentent la Tunisie dans un moment de transition. Les femmes que nous avons rencontrées se sont montrées particulièrement sensibles à ce sujet, les unes évoquant leurs inquiétudes face à la réislamisation de la société, les autres affichant un rapport renouvelé à l'islam empruntant des logiques diversifiées mais convergeant sur la nécessité de revaloriser les représentations de l'islam qui polarisent aux yeux d'une majorité les enjeux liés à l'image du Maghreb aujourd'hui.

1. Un rapport distancié de l'UMA

2. Les deux nœuds du questionnaire : le malaise démocratique et le rapport à l'islam

I. Analyse des données

En Tunisie comme en Algérie et au Maroc, l'UMA est un projet porteur qui intéresse personnellement 65 % de nos interviewés. Certes, l'UMA a une image floue pour 52 % d'entre eux et seulement 10 % en ont une image positive. Et pour cause, 60 % sont incapables de citer une de ses réalisations. Pourquoi un tel intérêt pour ce projet régional dont la majorité ne voit pas de réalisation concrète depuis son lancement en 1989 ? Tout d'abord, le projet d'intégration régionale continue à susciter des attentes : 30 % espèrent toujours la création d'un marché régional et 46 % soulignent que la Tunisie a une position très importante dans l'UMA. L'avenir de la Tunisie est, pour 39 %, associé à celui de l'intégration régionale au Maghreb, voire plus largement au monde arabe. En effet, 37 % souhaitent un traité de libre-échange avec les autres pays arabes.

L'UMA reste, pour nos interviewés, un projet populaire, porteur et utile qui ne se concrétise pas en raison de plusieurs facteurs. Tout d'abord, 37 % invoquent les désaccords entre les dirigeants comme cause de blocage du développement de l'UMA, 33 % soulignent le problème du Sahara Occidental comme obstacle à sa construction et 36 % pointent le manque de confiance dans la région. Le terrorisme et les problèmes économiques ne sont pas perçus comme des obstacles à l'intégration régionale. Contrairement au Maroc qui croit en la possibilité d'une guerre avec l'Algérie, les Tunisiens sont 76 % à écarter cette hypothèse. Pour 54 %, le Maghreb est une région riche, pour 50 %, c'est une région homogène et unie par un patrimoine culturel commun. À l'exception de la Mauritanie, qui pour nos interviewés apparaît comme le pays le plus éloigné culturellement, les Tunisiens se sentent proches des Algériens et des Marocains, 38 % et 33 %. Les raisons du blocage sont donc politiques, aussi sont-ils 83 % à souhaiter la création d'un Parlement maghrébin élu démocratiquement ! Ce Parlement servirait, pour 40 %, à favoriser la démocratie au Maghreb et, pour 21 %, à faire des réformes. Pour 50 %, l'hémicycle devrait être en Tunisie. La demande de symbole maghrébin est forte : 89 % sont pour une monnaie unique et 69 % acceptent que ce soit une nouvelle monnaie.

Cela dit, bien que l'UMA apparaisse comme un projet important, il apparaît secondaire face à l'objectif majeur que représente la politique d'intégration au sein de l'Union européenne. En effet, seulement 6 % sont prêts à œuvrer pour la construction de l'UMA alors que 29 % considèrent que les priorités de la Tunisie sont l'intégration à l'UE et l'application de réformes politiques et économiques. Ainsi, il n'est pas surprenant que 52 % ne sachent pas qui est le dirigeant tunisien le plus favorable à l'UMA, 24 % évoquent Ben Ali et 2 % Habib Bourguiba !

Deux facteurs sont mis en avant pour imaginer le décollage du Maghreb. Tout d'abord, pour 38 %, la région souffre d'un déficit de démocratie et d'un manque de confiance. Les dirigeants maghrébins sont clairement identifiés comme responsables du blocage, soit, pour 26 %, par leur incapacité à formuler des accords susceptibles de promouvoir une intégration régionale, soit, pour 16 %, par leur incompétence. La deuxième explication provient du déficit d'investissement politique de l'UE dans la promotion de la démocratie et de l'intégration régionale au Maghreb. Alors que pour 33 % l'UE est le modèle de réussite, 45 % de nos interviewés considèrent que l'UE investit peu et 23 % pas du tout dans l'UMA. Ainsi, sont-ils 68 % à considérer comme insuffisant l'investissement de l'UE dans l'UMA.

Ces résultats sont corroborés par une partie des entretiens non directifs réalisés auprès de militants de partis politiques et de syndicats. Ces entretiens permettent de saisir en profondeur non seulement les opinions sur les blocages de l'UMA mais également les causes qui sont mises en avant pour expliciter le paradoxe d'une région qui refuse de s'ouvrir à elle. Compte tenu de l'extrême difficulté de saisir des points de vue politiques en Tunisie, il apparaît plus judicieux de retranscrire les entretiens de quatre responsables et militants de partis politiques, syndicats et défenseurs des droits de l'homme. Ils illustrent remarquablement les différences et les convergences que portent sur l'UMA une partie des militants de base. De même, ils soulignent combien peuvent parfois être lointaines les préoccupations régionales au regard des contraintes internes qui pèsent sur les citoyens. Comme le souligne le militant des droits humains : « **Nous sommes en situation de lutte pour la survie, nous sommes amenés à concentrer notre action pour la préservation de notre organisation, même pas pour défendre les droits de l'homme. Nous sommes incapables, du fait que nous sommes harcelés. Que dire des questions maghrébines, de Partenariat, l'Euromed... ce sont des questions de luxe** ».

Les causes et les facteurs du blocage sont identifiés pour les militants de base. Certains forment des solutions au blocage. Tous soulignent la nécessité de promouvoir la démocratie. En fait, le questionnement sur l'échec de l'UMA permet d'aborder frontalement le problème de l'autoritarisme du régime tunisien. Le désir d'une région intégrée, démocratique et prospère, fait écho à l'absence de liberté et la privation des droits politiques. Toutefois, les militants interviewés font preuve de lucidité politique, ils sont conscients des contraintes intérieures qui rendent utopique l'installation de la démocratie.

La démocratie apparaît sous le ciel de l'autoritarisme du régime de Ben Ali, « un rêve utopique ». En effet, la destruction des libertés politiques sous la présidence de Ben Ali est perçue comme une marque de fabrique des régimes de la région car obsédés par les questions de sécurité qui les amènent à chercher à contrôler les citoyens plus qu'à favoriser la confiance et la responsabilité comme l'explique un militant de l'USTMA :

« Le Maghreb ne peut être que démocratique... c'est vrai... ce qui est également vrai est d'inscrire l'intégration régionale dans la rationalité. Elle est la seule qui s'impose en période de mondialisation. La désintégration est un suicide programmé dans le monde d'aujourd'hui. **Rêver de démocratie à brève échéance, c'est à la limite de l'utopique, il suffit d'espérer la rationalité dans les politiques gouvernementales.** Aujourd'hui, les régimes en place préfèrent garder le contrôle sur la population et le territoire. Le réflexe, c'est celui du chef... l'intégration régionale institutionnelle fait perdre de l'autorité au dirigeant national maghrébin (le problème de la supranationalité)... ce qui explique la réticence. Si les dirigeants font fonctionner la rationalité, ils comprendront vite qu'il y a intérêt à abandonner une parcelle de pouvoir au profit d'une autorité supranationale et garder l'œil sur le développement économique et social ».

De façon réaliste, les marges de manœuvre potentielles existent seulement dans les institutions extérieures à la Tunisie. Ainsi, l'UMA apparaît comme une opportunité de faire avancer des libertés inexistantes dans le pays. L'enjeu est donc d'investir les rouages institutionnels de l'UMA afin « **d'améliorer les instances de l'UMA, nous voulons des institutions démocratiques. Au lieu d'un Majliss Echourra, nous voulons un Parlement élu démocratiquement à l'instar de l'UE** ». De même, le développement de la solidarité syndicale peut offrir une plus grande coopération : « Notre organisme a été créé en décembre 1989 à Casablanca. C'est une organisation qui regroupe cinq pays et cinq centrales syndicales. Elle a été créée après le traité de Marrakech de 1989 comme réponse à la création de l'UMA et pour concrétiser les objectifs assignés dans le traité. Nous avons d'autres objectifs comme la solidarité syndicale sous forme de rencontres et de séminaires réguliers sur différents thèmes concernant les défis du Maghreb social (la dimension sociale du Maghreb), l'harmonisation des législations et des systèmes de solidarités ». En somme, pour les militants politiques ou syndicaux, l'investissement dans l'UMA s'inscrit dans une stratégie de contournement du régime tunisien. Il s'agit donc d'utiliser tous les leviers possibles afin de sortir de la toile d'araignée du régime : « L'UMA, nous l'apercevons comme un projet d'unité politique. Nous sommes pour l'application intégrale du traité sauf qu'il existe un contretemps dû au blocage de l'UMA depuis 1995. Il y a aussi une grande faille qui est l'absence d'un conseil économique et social maghrébin (CNES) et l'histoire nous donne raison. D'ailleurs, ils ont créé une association patronale maghrébine. Nous pouvons, dans ce sens, travailler sur la question de l'emploi entre les partenaires économiques maghrébains et poser le débat entre le patronat et le syndicat. Au niveau international, nous travaillons avec les syndicats européens (confédération européenne des syndicats) dans le cadre Euromed. Nous militons ensemble pour la dimension sociale de l'UMA ». Ainsi, en dépit de son échec, l'UMA reste pour les militants, une instance à investir car elle offre des voies de sorties vers l'extérieur. Ce discours se retrouve chez **un militant du MDS** qui considère que l'UMA est une opportunité à saisir car elle peut servir de plateforme à des expressions démocratiques. Ainsi, « les enjeux en ce qui nous concerne sont d'approfondir et de consacrer la démocratie et les libertés des peuples, ainsi, nous aurons des institutions construites sur des bases solides non soumises aux aléas et aux désirs des décideurs politiques ». Encore une fois, l'objectif est d'investir l'UMA afin de contourner les régimes autoritaires. L'absence de marge de manœuvre politique en Tunisie explique donc l'investissement dans une instance régionale comme l'UMA.

II. Représentations de l'UMA par des militants

1. L'UMA : une opportunité de contourner des régimes autoritaires

2. L'UMA : une nécessité

Sur le plan politique, l'UMA apparaît chez les militants comme une opportunité de promouvoir plus de liberté. Sur le plan économique, elle est considérée comme une nécessité. Deux arguments sont mis en avant. Le premier tient au fait que face à des « géants économiques », le Maghreb a intérêt à s'unir comme l'explique **un militant du MDS** : « Pour ce qui est de l'UMA, c'est une problématique vitale pour l'avenir de la Tunisie du fait qu'un développement économique dans un monde développé, une révolution de la télécommunication... tout cela nécessite des groupements unifiés capables d'intensifier les échanges avec les géants économiques tels que les États-Unis d'Amérique, l'UE, le Japon et la Chine. Après les questions nationales qui concernent la Tunisie, nous considérons que la priorité dans notre agenda est l'importance sans fin de l'union maghrébine parce qu'on croit à une destinée commune et unifiée. Pour ce qui est de la Tunisie, tous les partis politiques croient à l'importance de l'Union maghrébine, cette dernière est notre dénominateur commun ». Le second argument tient au fait que l'absence d'intégration régionale pénalise essentiellement la société civile. Pour **un militant de l'UGTT**, le coût du non Maghreb est supporté par les peuples de la région bien plus que par les élites : « À mon sens, un des plus importants... les pays de l'UMA, ou plutôt les peuples seront les perdants, les plus touchés par l'absence d'une entité qui pourrait mieux négocier sa place sur le marché international, surtout avec l'UE. Cette région sera considérée en l'état actuel comme un marché énergétique, commercial ou de main d'œuvre à bon marché. Elle ne sera jamais traitée comme partenaire avec des atouts à faire valoir ».

Un militant de l'USTMA souligne que l'UMA fonctionne mais trop lentement, surtout face au rythme de la mondialisation ! Il explique donc que « nous sommes en pleine mondialisation, tous les pays sont en train de s'intégrer, il n'est pas concevable que deux pays voisins ne connaissent pas une relative intégration. Certes, l'UMA est plus intégrée que par rapport à 1990, il y a des investisseurs tunisiens en Algérie et vice versa. On peut faire un constat pessimiste de la vitesse de l'interpénétration économique extrêmement faible par rapport à d'autres régions dans le monde. L'idée, tout ce qui est commerce, intégration institutionnelle, la création de l'UMA va imposer un rythme soutenu pour l'intégration économique et sociale. Le constat, on ne peut empêcher le commerce, un Tunisien de vendre au Maroc ou en Algérie. Il se fait d'une manière très lente par rapport à l'UE. Les États maghrébins ont décidé de doter l'UMA d'intégration du fait qu'elle est stoppée en 1995. Dans l'absolu, l'UMA se porte bien par rapport à 1990, mais, comparée à d'autres groupements régionaux, le rythme est très lent. Même la société civile, je la cadre avec l'institutionnel, que ce soit par le marché (la globalisation) ou l'institution (l'État). Dans ce cas de figure, ce qui importe est que cette intégration ne peut se faire sans les salariés. Si on continue dans cette lenteur, le plus important est que le droit des salariés soit préservé. Il n'y a pas de dimension sociale dans le traité de Marrakech. Nous plaçons pour une harmonisation par le haut (législations, lois, politiques publiques) qui puisse être étendue à l'ensemble de la région ».

Face à la logique d'intégration régionale dans le monde, le Maghreb a donc intérêt à s'unir. Pour les militants, l'intégration régionale constituera un apport pour « les peuples » car elle permettra à la fois l'harmonisation des législations et le développement économique de la région. Et pourtant, l'intégration ne fonctionne pas. Comment expliquer le blocage de l'UMA ?

3. Les facteurs du blocage de l'UMA

a) Des régimes autoritaires responsables du blocage

Le blocage de l'UMA s'explique selon un militant des droits humains par la nature autoritaire des régimes : « **C'est un blocage strictement politique, ce ne sont pas les peuples qui refusent la construction maghrébine, elle butte sur des questions politiques.** Les différends profonds entre les régimes en place expliqueraient certaines difficultés de cette non construction maghrébine. À mon avis, ces difficultés auraient pu être surmontées si ces dirigeants avaient pensé aux intérêts économiques et commerciaux et à ouvrir les frontières entre les pays pour le transit des biens et des personnes. Malheureusement, il y a une hypertrophie de la souveraineté nationale. C'est un gros problème pour la construction maghrébine. Qu'est-ce que veut dire la souveraineté nationale si des Algériens ne peuvent pas vivre en Tunisie ? C'est fermer le marché de l'emploi en Tunisie pour Algériens et Marocains. Je parle de cas répertoriés, il y avait des descentes de police dans les hôtels de la capitale pour refouler des Algériens au moment de la guerre civile. **Le pouvoir tunisien est un pouvoir policier avec 240 000 flics, il n'a pas su faire la différence entre Algériens et terroristes, c'est dramatique parce que ça ne nous permet pas de défendre les intérêts des Maghrébins en Europe. Si tu ne respectes pas les droits des Maghrébins chez eux, on ne peut le faire ailleurs.** La construction du Maghreb ne peut se faire à sens unique, on ne peut prendre sans donner. La construction, c'est le partage, l'intérêt doit être un intérêt partagé ».

La marginalisation des sociétés civiles explique également l'échec de l'UMA. Comme le montre **un militant de l'UGTT**, « l'UGTT, par son histoire, s'est inscrite dans une démarche maghrébine sur le plan du discours mais cela n'empêche pas, comme toute institution maghrébine... [Silence]... elle n'a pas pu se débloquenter ou avoir un impact sur la construction maghrébine du moment que le politique reste du domaine d'États totalitaires qui ne permettent pas à la société civile de participer à cette construction nationale et régionale. La preuve, dans les 34 conventions signées dans le cadre de l'UMA, aucune de ces conventions n'a pu voir le jour. On a un dispositif de textes qui n'est pas appliqué. Cela veut dire que lorsqu'on a imaginé l'UMA, ce n'était pas à partir d'exigences réelles... ce n'était pas à partir d'une dynamique interne... mais à partir de considérations externes. Dans ce cadre, j'aimerais rappeler les initiatives faites par l'USTMA, notamment la charte des droits fondamentaux des travailleurs maghrébins (1991) qui a été présenté à la présidence de l'UMA pour intégrer la dimension sociale dans les accords maghrébins, la libre circulation des personnes, la reconnaissance des diplômes, la protection sociale... mais sans aucun impact. Comme autre initiative relative à l'intégration qui a réuni 56 syndicats de l'Europe et du Maghreb, on a formulé une plateforme maghrébine sur l'immigration avec un agenda de coopération avec les travailleurs européens ».

b) Les relations algéro-marocaines

Argument présent dans tout le Maghreb, il se retrouve également en Tunisie. L'échec tient à l'incapacité des Algériens et Marocains à définir une relation de confiance constructive dans la région. Ainsi, chez **un militant de l'USTMA**, c'est le facteur principal : « En premier lieu, je cite le problème entre le Maroc et l'Algérie avec la question sahraouie en plus de l'instabilité de la décision politique en Libye. Nous considérons que la Tunisie est un facteur d'équilibre et peut tirer vers l'avant l'UMA si on le lui permet. L'Afrique est considérée comme une profondeur stratégique de l'Union maghrébine de même que le Maghreb arabe est un trait d'union historique et civilisationnel de la rive nord de la méditerranée sauf qu'il faut faire attention à l'arrière pensée politique qui veut **nous commercialiser Israël dans le projet de Sarkozy**, ce qui peut provoquer une autre forme de normalisation des relations avec Israël ». On retrouve chez les militants de l'inquiétude face au projet de l'Union pour la Méditerranée tant celui-ci apparaît vague sur ses objectifs, il est donc aussitôt suspecté de favoriser des arrières pensées.

c) L'UMA un projet salafiste !

Pour un militant de l'UGTT, l'UMA est un mythe salafiste. Son échec s'explique par le fait que les dirigeants Maghrébins entretiennent un mythe que les faits contredisent chaque jour : « Lorsqu'on parle de l'UMA, il y a deux manières d'aborder la question. L'UMA a une histoire, il s'agit d'un territoire qui a des caractéristiques propres, il y a des ruptures, il y a une histoire qui continue... c'est la même histoire, la même langue, la même religion... il y a aussi une continuité géographique. Sur ce plan, on peut parler d'une entité mais si on prend cet espace sur le plan économique... là, ça devient hypothétique. Parler des échanges qui sont de l'ordre de 3%, de l'entreprise, des structures institutionnelles, là, **il n'y a pas de Maghreb... c'est un non Maghreb. En fait, le Maghreb n'est pas une réalité, il est dans notre imaginaire... l'histoire des almohades... il renvoie au passé plus qu'au présent. Donc, c'est une vision salafiste qui prévaut jusqu'à maintenant. Il n'y a que le Maghreb des trabendistes, de l'informel avec tout le mal qu'il porte à la construction maghrébine. Il génère de la méfiance, des scandales entre commerçants à cause de cette absence de responsabilité vis-à-vis de ce projet** ». Il faut donc sortir de cette vision mythique du Maghreb afin de confronter les possibilités d'une intégration régionale sur des fondements rationnels : « De ce point de vue, c'est un projet qui a des limites. Maintenant, si on le confronte à la réalité... est ce que la revendication du Maghreb est justifiée ou pas ? Le problème est là... comment à mon sens... [Un long silence]... Le Maghreb souffre d'abord de plusieurs maux. On a l'impression qu'il se construit par rapport au modèle européen et donc ce n'est pas à partir d'une dynamique interne mais par rapport à un phénomène extérieur qui a d'autres caractéristiques. Si on parle d'une coalition, ce terme suppose la présence de deux forces équilibrées. Oui, mais lorsqu'il s'agit... on voit le Maghreb qui n'a pas acquis les conditions de son identité. Il doit se définir, il y a une crise d'identité... est-ce que c'est un Maghreb arabe où un Maghreb méditerranéen par sa vocation méditerranéenne, africaine... il y a un problème d'identité de par sa vocation religieuse ».

d) L'absence d'intégration régionale : un avenir incertain

Mais la perspective d'un non Maghreb soulève des inquiétudes chez les militants des droits humains : « Oui, bien entendu, l'avenir du pays est lié à l'UMA, les grandes constructions régionales peinent à s'affirmer dans ce contexte de globalisation très américanisée. Un

petit morceau (en référence à la petite surface de la Tunisie)... n'a pas réellement de chance de survie s'il continue à gérer ses rapports commerciaux et politiques d'une manière unilatérale. Nous avons vu au moment des crises... notamment concernant le tourisme, qui représente un revenu important, que les touristes maghrébins essentiellement algériens au nombre de un million et de un million et demi de libyens par an. Ces touristes ont permis au tourisme tunisien de ne pas accuser le coup. La Libye est un marché important pour les Tunisiens, l'Algérie et la Libye sont des alliés commerciaux. Ne parlant rien que d'intérêt, je pense que la construction du Maghreb est une chance pour nous. Il n'y a pas que de l'intérêt, il y a un sentiment d'appartenance chez les Tunisiens qu'il ne faut pas occulter. L'idée du Maghreb ne date pas de la fin de l'année 1980, elle est ancienne et sacrée dans l'inconscient collectif. Au moment de la colonisation, il y a eu une très bonne coordination. En 1954, quand le leader Farhat Hachad a été assassiné, les Marocains sont descendus dans la rue pour protester. Les Algériens et les Tunisiens étaient victimes aussi à Saquiète Sidi Youssef (un village frontalier entre l'Algérie et la Tunisie)... le sang s'est mélangé... Tout ça fait que l'idée est fortement présente... D'autant plus qu'il existe beaucoup de similitude culturelle. Annaba et El Taref, deux villes algériennes, ont la même culture culinaire que nous, ils chantent de la même manière, ont les mêmes traditions de mariage et le même dialecte que nous. Il en est de même pour le sud tunisien et l'ouest de la Libye. Tout cela fait que l'idée du Maghreb est présente socialement et que le discours politique n'apporte rien à cette présence ».

La crainte du futur est liée à la nature des régimes autoritaires de la région dont notre militant des droits humains ne voit pas comment ils pourraient évoluer alors même que se profile la menace islamiste : « C'est l'intérêt sectaire des régimes au dépend de l'intérêt de l'ensemble de la population maghrébine. Pour le futur, personnellement, je ne suis pas optimiste. **Les régimes en place pourraient s'éterniser du fait de l'absence d'un contre-poids réel.** Ce sont des régimes très forts, ils ont de longues années devant eux. Je ne vois pas pourquoi ils changeraient. Le deuxième facteur, c'est le facteur islamiste. La montée de l'islamisme ne permet pas de voir d'un œil optimiste la question de la construction maghrébine au cours des prochaines années. La construction du Maghreb ne constitue pas une priorité dans l'agenda islamiste qui est un mouvement internationaliste. Même la question nationale n'est pas fondamentale pour eux. La question nationale est utilisée par les islamistes comme alibi pour accéder au pouvoir, rien que ça ».

En conclusion, les entretiens montrent comment l'UMA peut apparaître comme un instrument de contournement des régimes en place. Alors qu'en Europe, l'UMA représente une institution fantôme, sans intérêt car sans pouvoir, elle est aux yeux des militants tunisiens une porte vers l'extérieur, une opportunité d'y voir se développer des institutions démocratiques. Face à la rigidité du régime, les militants sont conscients que leur marge de manœuvre est ailleurs, en particulier, dans l'UMA. **Ce regard militant sur l'UMA devrait alerter l'UE sur cette institution et sans doute œuvrer davantage à son fonctionnement. Elle pourrait être à même de servir d'espace de rencontre et donc d'ouverture démocratique.**

I - Répartition des enquêtés selon l'âge, le sexe, la profession et le niveau d'étude.

III. Résultats de l'enquête

TOTAL	Nombre de personnes	%
TOTAL	80	100%

ÂGE	Nombre de personnes	%
Personnes entre 18 et 49 ans	67	83.75%
Personnes de plus de 50 ans	13	16.25%
TOTAL	80	100%
ÂGE moyen		34.6

SEXE	Nombre de personnes	%
Masculin	44	55.00%
Féminin	36	45.00%
TOTAL	80	100%

CATÉGORIES SOCIALES	Nombre de personnes	%
Cadres	18	22.50%
Chômeurs / Étudiants	20	25.00 %
Femmes au foyer / Milieu rural	8	10.00%
Employés	28	35.00%
Commerçants	6	7.50%
TOTAL	80	100%

NIVEAU D'ÉTUDE	Nombre de personnes	%
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	4	5.00%
Secondaire	17	21.25%
Supérieur	54	67.50%
Pas de réponse	5	6.25%
TOTAL	80	100%

LANGUES	Nombre de personnes	%
Arabophone	78	97.50%
Francophone	53	66.25%
Berbérophone	0	0.00%
Anglophone	2	2.50%
Italophone	1	1.25%

Quelle est votre principale source d'information ?	Nombre de personnes	%
Presse	39	48.75%
Télévision	65	81.25%
Radio	21	26.25%
Internet	26	32.50%
Pas de réponse	2	2.50%

I. OPINION

Tableau 1

1. Connaissez-vous l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	74	92.5%
NON	6	7.5%
TOTAL	80	100%

Tableau 2

2. Si oui, comment en avez-vous pris connaissance ? Comment en avez-vous entendu parler ?	Nombre de personnes	%
Médias	20	25.00%
Télévision	37	46.25%
Radio	2	2.50%
Journaux / Presse	22	27.50%
Les études	14	17.50%
Du bouche à oreille	7	8.75%
Pas de réponse	7	8.75%

Tableau 3

3. Vous sentez-vous personnellement intéressé / concerné par l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	52	65.00%
NON	26	32.50%
Pas de réponse	2	2.50%
TOTAL	80	100%

Tableau 4

4. Quels sont les pays qui font partie de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Mauritanie	64	80.00%
Algérie, Maroc, Tunisie, Libye	5	6.25%
Algérie, Libye, Tunisie, Mauritanie	2	2.50%
Autres réponses	3	3.75%
Je ne sais pas	6	7.50%
TOTAL	80	100%

Tableau 5

5. Quelle est, selon vous, l'image de l'UMA en Tunisie?	Nombre de personnes	%
Positive	10	12.50%
Négative	6	7.50%
Floue	52	65.00%
Claire	11	13.75%
Formelle	1	1.25%
TOTAL	80	100%

Tableau 6

6. Quel est, selon vous, l'objectif de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Un partenariat politique et de sécurité	19	23.75%
Un partenariat économique et financier	39	48.75%
Un partenariat culturel, social et humain	19	23.75%
Pas de réponse	3	3.75%
TOTAL	80	100%

Tableau 7

7. Êtes-vous satisfaits de la politique de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
+ Très satisfait	3	3.75%
Bien satisfait	2	2.50%
Moyennement satisfait	20	25.00%
Pas satisfait	17	21.25%
- Pas du tout satisfait	27	33.75%
Pas de réponse	11	13.75%
TOTAL	80	100%

Tableau 8

8. La position de la Tunisie est-elle au sein de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
+ Très importante	46	57.50%
Assez importante	29	36.25%
- Pas importante	2	2.50%
Je ne sais pas	3	3.75%
TOTAL	80	100%

Tableau 9

9. Selon vous pourquoi la Tunisie adhère-t-elle à l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Intérêt économique	30	37.50%
Intérêt diplomatique	17	21.25%
Raison historique	10	12.50%
Une contrainte régionale	21	26.25%
Je ne sais pas	2	2.50%
TOTAL	80	100%

Tableau 10

10. Qu'attendez-vous de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Rien / pas grand chose	11	13.75%
La création d'un marché régional	30	37.50%
La libre circulation	20	25.00%
Un rapprochement entre les peuples	16	20.00%
Je ne sais pas	3	3.75%
TOTAL	80	100%

Tableau 11

11. Pouvez-vous citer au moins trois réalisations de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Réunions	3	3.75%
Accords commerciaux et financiers	4	5.00%
Exemples des réalisations	12	15.00%
Aucune réalisation	1	1.25%
Je ne sais pas	60	75.00%
TOTAL	80	100%

Tableau 12

12. L'avenir de la Tunisie est-il lié au succès de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	39	48.75%
NON	38	47.50%
Aucune réponse	3	3.75%
TOTAL	80	100%

Tableau 13

13. Quels sont, selon vous, les priorités de la Tunisie aujourd'hui ?	Nombre de personnes	%
Œuvrer à la construction de l'UMA	6	7.50%
Chercher à intégrer l'UE	29	36.25%
Faire des réformes politiques et économiques	27	33.75%
Se démocratiser	15	18.75%
Pas de réponse	3	3.75%
TOTAL	80	100%

Tableau 14

14. Quel est, selon vous, le parti politique tunisien le plus favorable à l'UMA ?	Nombre de personnes	%
RCD	35	43.75%
Pas de réponse	45	56.25%
TOTAL	80	100%

Tableau 15

15. Quel est le dirigeant tunisien le plus favorable à l'UMA ?	Nombre de personnes	%
President Ben Ali	24	30.00%
Bourguiba	2	2.50%
Pas de réponse	54	67.50%
TOTAL	80	100%

Tableau 16

16. Quel dirigeant Maghrébin, passé ou présent, symbolise le plus pour vous l'Union du Maghreb ?	Nombre de personnes	%
M. Kadhafi	10	12.50%
Zine el Abidine Ben Ali	8	10.00%
Bourguiba	8	10.00%
Chadhli Bendjedid	2	2.50%
Omar El Mokthar	2	2.50%
Boumediene	2	2.50%
Lakdar el Ibrahim	1	1.25%
Tahar Haddad	1	1.25%
Autres	2	2.50%
Pas de réponse	44	55.00%
TOTAL	80	100%

II. EXPLICATIONS

Tableau 1

1. Selon vous, quel est le principal blocage touchant le développement de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Problèmes entre les dirigeants	37	46.25%
Les relations entre l'Algérie et le Maroc	14	17.50%
Terrorisme	1	1.25%
Différences économiques	4	5.00%
La différence entre les peuples	2	2.50%
Complot extérieur	4	5.00%
L'absence de la démocratie	4	5.00%
Pas de réponse	14	17.50%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

1. Selon vous, quel est le principal blocage touchant le développement de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Problèmes entre les dirigeants	37	46.25%

SEXE		
Masculin	20	25.00%
Féminin	17	21.25%

AGE		
Entre 18 et 49 ans	31	38.75%
Plus de 50 ans	6	7.50%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	7	8.75%
Chômeurs / Étudiants	13	16.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	3	3.75%
Employés	11	13.75%
Commerçants	3	3.75%

NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0.00%
Elémentaire	2	2.50%
Secondaire	8	10.00%
Supérieur	24	30.00%
Pas de réponse	3	3.75%

1. Selon vous, quel est le principal blocage touchant le développement de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Les relations entre l'Algérie et le Maroc	14	17.50%
SEXE		
Masculin	10	12.50%
Féminin	4	5.00%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	12	15.00%
Plus de 50 ans	2	2.50%
CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	5	6.25%
Chômeurs / Étudiants	0	0.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	1	1.25%
Employés	8	10.00%
Commerçants	0	0.00%
NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Elémentaire	0	0.00%
Secondaire	3	3.75%
Supérieur	11	13.75%
Pas de réponse	0	0.00%

Tableau 2

2. Parmi ces différents facteurs, quel est celui qui bloque le plus la construction de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Le problème du Sahara occidental	33	41.25%
La Libye de Qadhafi	2	2.50%
L'Algérie	15	18.75%
Un problème lié au fonctionnement de l'institution	13	16.25%
La France	4	5.00%
L'Islamisme	2	2.50%
Problèmes des dirigeants	6	7.50%
Pas de réponse	5	6.25%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

2. Parmi ces différents facteurs, quel est celui qui bloque le plus la construction de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Le problème du Sahara occidental	33	41.25%

SEXE		
Masculin	26	32.50%
Féminin	7	8.75%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	30	37.50%
Plus de 50 ans	3	3.75%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	11	13.75%
Chômeurs / Étudiants	6	7.50%
Femmes au foyer / Milieu rural	3	3.75%
Employés	10	12.50%
Commerçants	3	3.75%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	1	1.25%
Secondaire	6	7.50%
Supérieur	24	30.00%
Pas de réponse	2	2.50%

2. Parmi ces différents facteurs, quel est celui qui bloque le plus la construction de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
L'Algérie	15	18.75%

SEXE		
Masculin	6	7.50%
Féminin	9	11.25%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	11	13.75%
Plus de 50 ans	4	5.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	1	1.25%
Chômeurs / Étudiants	4	5.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	3	3.75%
Employés	7	8.75%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	3	3.75%
Secondaire	6	7.50%
Supérieur	5	6.25%
Pas de réponse	1	1.25%

2. Parmi ces différents facteurs, quel est celui qui bloque le plus la construction de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Un problème lié au fonctionnement de l'institution	13	16.25%
SEXE		
Masculin	5	6.25%
Féminin	8	10.00%
ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	11	13.75%
Plus de 50 ans	2	2.50%
CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	4	5.00%
Chômeurs / Étudiants	6	7.50%
Femmes au foyer / Milieu rural	0	0.00%
Employés	3	3.75%
Commerçants	0	0.00%
NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	1	1.25%
Supérieur	12	15.00%
Pas de réponse	0	0.00%

Tableau 3

3. Qu'est-ce qui manque le plus aux pays du Maghreb ?	Nombre de personnes	%
La démocratie	36	45.00%
Un projet d'avenir	11	13.75%
Une plus grande confiance	30	37.50%
La volonté	1	1.25%
Autre	2	2.50%
Total	80	100%

Tableau 4

4. Si vous deviez voter pour un projet, lequel choisiriez-vous ?	Nombre de personnes	%
Voter en faveur de l'intégration de la Tunisie au sein de l'UE	14	17.50%
Voter en faveur d'un traité de libre échange avec les États-Unis	2	2.50%
Voter en faveur d'un traité de libre échange avec les États Arabes	37	46.25%
Votez en faveur d'un traité de libre échange avec les pays du Maghreb	27	33.75%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

4. Si vous deviez voter pour un projet, lequel choisiriez-vous ?	Nombre de personnes	%
Voter en faveur de l'intégration de la Tunisie au sein de l'UE	14	17.50%
SEXE		
Masculin	8	10.0%
Féminin	6	7.50%
ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	10	12.50%
Plus de 50 ans	4	5.00%
CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	0	0.00%
Chômeurs / Étudiants	5	6.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	2	2.50%
Employés	7	8.75%
Commerçants	0	0.00%
NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	2	2.50%
Secondaire	6	7.50%
Supérieur	4	5.00%
Pas de réponse	2	2.50%

4. Si vous deviez voter pour un projet, lequel choisiriez-vous ?	Nombre de personnes	%
Voter en faveur d'un traité de libre-échange avec les États-Unis	2	2.50%

SEXE		
Masculin	1	1.25%
Féminin	1	1.25%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	2	2.50%
Plus de 50 ans	0	0.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	0	0.00%
Chômeurs / Étudiants	0	0.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	0	0.00%
Employés	2	2.50%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	0	0.00%
Supérieur	2	2.50%
Pas de réponse	0	0.00%

4. Si vous deviez voter pour un projet, lequel choisiriez-vous ?	Nombre de personnes	%
Votez en faveur d'un traité de libre-échange avec les États Arabes	37	46.25%

SEXE		
Masculin	19	23.75%
Féminin	18	22.50%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	32	40.00%
Plus de 50 ans	5	6.25%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	8	10.00%
Chômeurs / Étudiants	10	12.50%
Femmes au foyer / Milieu rural	3	3.75%
Employés	13	16.25%
Commerçants	3	3.75%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	2	2.50%
Secondaire	7	8.75%
Supérieur	27	33.75%
Pas de réponse	1	1.25%

4. Si vous deviez voter pour un projet, lequel choisiriez-vous ?	Nombre de personnes	%
Votez en faveur d'un traité de libre-échange avec les pays du Maghreb	27	33.75%
SEXE		
Masculin	16	20.00%
Féminin	11	13.75%
ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	23	28.75%
Plus de 50 ans	4	5.00%
CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	10	12.50%
Chômeurs / Étudiants	5	6.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	3	3.75%
Employés	6	7.50%
Commerçants	3	3.75%
NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	4	5.00%
Supérieur	21	26.25%
Pas de réponse	2	2.50%

Tableau 5

5. Selon vous l'UMA c'est un projet :	Nombre de personnes	%
Bureaucratique	18	22.50%
Porteur	43	53.75%
Utopique	10	12.50%
Inutile	8	10.00%
Stratégique	1	1.25%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

5. Selon vous l'UMA c'est un projet :	Nombre de personnes	%
Bureaucratique	18	22.50%

SEXE		
Masculin	7	8.75%
Féminin	11	13.75%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	17	21.25%
Plus de 50 ans	1	1.25%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	5	6.25%
Chômeurs / Étudiants	6	7.50%
Femmes au foyer / Milieu rural	1	1.25%
Employés	6	7.50%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	5	6.25%
Supérieur	13	16.25%
Pas de réponse	0	0.00%

5. Selon vous l'UMA c'est un projet :	Nombre de personnes	%
Porteur	43	53.75%

SEXE		
Masculin	27	33.75%
Féminin	16	20.00%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	33	41.25%
Plus de 50 ans	10	12.50%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	11	13.75%
Chômeurs / Étudiants	9	11.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	4	5.00%
Employés	14	17.50%
Commerçants	5	6.25%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	4	5.00%
Secondaire	8	10.00%
Supérieur	28	35.00%
Pas de réponse	3	3.75%

Tableau 6

6. Recommanderiez-vous à un proche d'aller étudier ou travailler dans un des pays de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	48	60.00%
NON	32	40.00%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

6. Recommanderiez-vous à un proche d'aller étudier ou travailler dans un des pays de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	48	60.00%

SEXE		
Masculin	28	35.00%
Féminin	20	25.00%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	39	48.75%
Plus de 50 ans	9	11.25%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	14	17.50%
Chômeurs / Étudiants	8	10.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	7	8.75%
Employés	15	18.75%
Commerçants	4	5.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	4	5.00%
Secondaire	9	11.25%
Supérieur	32	40.00%
Pas de réponse	3	3.75%

6. Recommanderiez-vous à un proche d'aller étudier ou travailler dans un des pays de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
NON	32	40.00%

SEXE		
Masculin	16	20.00%
Féminin	16	20.00%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	28	35.00%
Plus de 50 ans	4	5.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	4	5.00%
Chômeurs / Étudiants	12	15.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	1	1.25%
Employés	13	16.25%
Commerçants	2	2.50%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	8	10.00%
Supérieur	22	27.50%
Pas de réponse	2	2.50%

Si oui, lequel ?	Étudier		Travailler	
	Nombre de personnes	%	Nombre de personnes	%
Algérie	5	6.25%	7	8.75%
Maroc	28	35.00%	10	12.50%
Libye	0	0.00%	27	33.75%
Mauritanie	3	3.75%	4	5.00%
Tunisie	1	1.25%	0	0.00%

Tableau 7

7. Pensez-vous que vous êtes assez informé par les médias sur les décisions prises par l'UMA	Nombre de personnes	%
OUI	12	15.00%
NON	68	85.00%
TOTAL	80	100%

Tableau 8

8. Avez-vous déjà été dans un des pays de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	38	47.50%
NON	42	52.50%
TOTAL	80	100%

Si oui, le ou lesquels ?	Nombre de personnes	%
Algérie	18	22.50%
Maroc	19	23.75%
Libye	20	25.00%
Mauritanie	2	2.50%

Tableau 9

9. Quel est le pays de l'UMA avec lequel vous vous sentez le plus proche ?	Nombre de personnes	%
Algérie	30	37.50%
Maroc	26	32.50%
Libye	21	26.25%
Mauritanie	1	1.25%
Tous	0	0.00%
Aucun	1	1.25%
Pas de réponse / Je ne sais pas	1	1.25%
TOTAL	80	100%

Tableau 10

10. Quel est le pays de l'UMA avec lequel vous sentez le plus éloigné, le moins d'affinité ?	Nombre de personnes	%
Algérie	7	8.75%
Maroc	9	11.25%
Libye	11	13.75%
Mauritanie	47	58.75%
Aucun	1	1.25%
Pas de réponse	5	6.25%
TOTAL	80	100%

Tableau 11

11. Une guerre entre les États de l'UMA est-elle possible ?	Nombre de personnes	%
OUI	19	23.75%
NON	61	76.25%
TOTAL	88	100%

CROISEMENT

11. Une guerre entre les États de l'UMA est-elle possible ?	Nombre de personnes	%
OUI	19	23.75%

SEXE		
Masculin	13	16.2%
Féminin	6	7.50%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	16	20.0%
Plus de 50 ans	3	3.75%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	4	5.00%
Chômeurs / Étudiants	5	6.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	1	1.25%
Employés	7	8.75%
Commerçants	2	2.50%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	3	3.75%
Supérieur	13	16.25%
Pas de réponse	3	3.75%

11. Une guerre entre les États de l'UMA est-elle possible ?	Nombre de personnes	%
NON	61	76.25%

SEXE		
Masculin	31	38.75%
Féminin	30	37.50%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	51	63.75%
Plus de 50 ans	10	12.50%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	14	17.50%
Chômeurs / Étudiants	15	18.75%
Femmes au foyer / Milieu rural	7	8.75%
Employés	21	26.25%
Commerçants	4	5.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	4	5.00%
Secondaire	14	17.50%
Supérieur	41	51.25%
Pas de réponse	2	2.50%

Si oui, le ou lesquels ?	Nombre de personnes	%
Algérie/Maroc	14	17.50%
Maroc/Tunisie	1	1.25%
Maroc/Libye	0	0.00%
Maroc/ Mauritanie	0	0.00%
Tunisie/Algérie	2	2.50%
Tunisie/Libye	0	0.00%
Je ne sais pas	2	2.50%

III. SOLUTIONS

Tableau 1

1. Vous définiriez-vous comme Maghrébin ?	Nombre de personnes	%
OUI	68	85.00%
NON	11	13.75%
Pas de réponse	1	1.25%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

1. Vous définiriez-vous comme Maghrébin ?	Nombre de personnes	%
OUI	68	85.00%

SEXE		
Masculin	39	48.75%
Féminin	29	36.25%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	55	68.75%
Plus de 50 ans	13	16.25%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	16	20.00%
Chômeurs / Étudiants	17	21.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	7	8.75%
Employés	23	28.75%
Commerçants	5	6.25%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	4	5.00%
Secondaire	15	18.75%
Supérieur	44	55.00%
Pas de réponse	5	6.25%

1. Vous définiriez-vous comme Maghrébin ?	Nombre de personnes	%
NON	11	13.75%
SEXE		
Masculin	4	5.00%
Féminin	7	8.75%
ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	11	13.75%
Plus de 50 ans	0	0.00%
CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	1	1.25%
Chômeurs / Étudiants	3	3.75%
Femmes au foyer / Milieu rural	1	1.25%
Employés	5	6.25%
Commerçants	1	1.25%
NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	2	2.50%
Supérieur	9	11.25%
Pas de réponse	0	0.00%

Tableau 2

2. Quel est, selon vous, ce qui symbolise le plus le Maghreb ?	Nombre de personnes	%
Langue	7	8.75%
Religion	12	15.00%
Histoire	8	10.00%
L'unité culturelle	40	50.00%
L'identité	3	3.75%
Autres réponses	6	7.50%
Pas de réponse / Je ne sais pas	4	5.00%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

2. Quel est, selon vous, ce qui symbolise le plus le Maghreb ?	Nombre de personnes	%
Langue	7	8.75%

SEXE		
Masculin	1	1.25%
Féminin	6	7.50%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	5	6.25%
Plus de 50 ans	2	2.50%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	3	3.75%
Chômeurs / Étudiants	1	1.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	1	1.25%
Employés	2	2.50%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	1	1.25%
Secondaire	1	1.25%
Supérieur	5	6.25%
Pas de réponse	0	0.00%

2. Quel est, selon vous, ce qui symbolise le plus le Maghreb ?	Nombre de personnes	%
Religion	12	15.00%

SEXE		
Masculin	5	6.25%
Féminin	7	8.75%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	8	10.0%
Plus de 50 ans	4	5.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	3	3.75%
Chômeurs / Étudiants	4	5.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	2	2.50%
Employés	3	3.75%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	5	6.25%
Supérieur	7	8.75%
Pas de réponse	0	0.00%

2. Quel est, selon vous, ce qui symbolise le plus le Maghreb ?	Nombre de personnes	%
Histoire	8	10.00%

SEXE		
Masculin	2	2.50%
Féminin	6	7.50%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	6	7.50%
Plus de 50 ans	2	2.50%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	1	1.25%
Chômeurs / Étudiants	3	3.75%
Femmes au foyer / Milieu rural	0	0.00%
Employés	4	5.00%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	1	1.25%
Supérieur	7	8.75%
Pas de réponse	0	0.00%

2. Quel est, selon vous, ce qui symbolise le plus le Maghreb ?	Nombre de personnes	%
L'unité culturelle	40	50.00%

SEXE		
Masculin	27	33.75%
Féminin	13	16.25%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	37	46.25%
Plus de 50 ans	3	3.75%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	8	10.00%
Chômeurs / Étudiants	10	12.50%
Femmes au foyer / Milieu rural	4	5.00%
Employés	15	18.75%
Commerçants	3	3.75%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	3	3.75%
Secondaire	6	7.50%
Supérieur	28	35.00%
Pas de réponse	3	3.75%

2. Quel est, selon vous, ce qui symbolise le plus le Maghreb ?	Nombre de personnes	%
L'identité	3	3.75%
SEXE		
Masculin	1	1.25%
Féminin	2	2.50%
ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	3	3.75%
Plus de 50 ans	0	0.00%
CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	0	0.00%
Chômeurs / Étudiants	1	1.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	0	0.00%
Employés	1	1.25%
Commerçants	1	1.25%
NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	2	2.50%
Supérieur	1	1.25%
Pas de réponse	0	0.00%

Tableau 3

3. Selon vous le Maghreb c'est une région ?	Nombre de personnes	%
Riche	43	53.75%
Pauvre	5	6.25%
Ni l'un ni l'autre	32	40.00%
TOTAL	80	100%

Tableau 4

4. A quoi aimeriez-vous que ressemble le Maghreb dans 25 ans ?	Nombre de personnes	%
UE	26	32.50%
États-Unis	8	10.00%
Asie	6	7.50%
Pays du Golfe	3	3.75%
Maghreb uni et prospère	23	28.75%
Autres réponses	4	5.00%
Pas de réponse	10	12.50%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

4. A quoi vous aimeriez que ressemble le Maghreb dans 25 ans ?	Nombre de personnes	%
UE	26	32.50%

SEXE		
Masculin	14	17.50%
Féminin	12	15.00%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	22	27.50%
Plus de 50 ans	4	5.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	7	8.75%
Chômeurs / Étudiants	5	6.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	2	2.50%
Employés	10	12.50%
Commerçants	2	2.50%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	6	7.50%
Supérieur	17	21.25%
Pas de réponse	3	3.75%

4. A quoi vous aimeriez que ressemble le Maghreb dans 25 ans ?	Nombre de personnes	%
États-Unis	8	10.00%

SEXE		
Masculin	6	7.50%
Féminin	2	2.50%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	6	7.50%
Plus de 50 ans	2	2.50%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	2	2.50%
Chômeurs / Étudiants	4	5.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	1	1.25%
Employés	1	1.25%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	2	2.50%
Secondaire	0	0.00%
Supérieur	6	7.50%
Pas de réponse	0	0.00%

4. A quoi vous aimeriez que ressemble le Maghreb dans 25 ans ?	Nombre de personnes	%
Asie	6	7.50%

SEXE		
Masculin	2	2.50%
Féminin	4	5.00%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	5	6.25%
Plus de 50 ans	1	1.25%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	1	1.25%
Chômeurs / Étudiants	1	1.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	2	2.50%
Employés	1	1.25%
Commerçants	1	1.25%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	1	1.25%
Secondaire	1	1.25%
Supérieur	4	5.00%
Pas de réponse	0	0.00%

4. A quoi vous aimeriez que ressemble le Maghreb dans 25 ans ?	Nombre de personnes	%
Pays du Golfe	3	3.75%

SEXE		
Masculin	3	3.75%
Féminin	0	0.00%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	3	3.75%
Plus de 50 ans	0	0.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	0	0.00%
Chômeurs / Étudiants	2	2.50%
Femmes au foyer / Milieu rural	0	0.00%
Employés	1	1.25%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	1	1.25%
Supérieur	2	2.50%
Pas de réponse	0	0.00%

4. A quoi vous aimeriez que ressemble le Maghreb dans 25 ans ?	Nombre de personnes	%
Maghreb uni et prospère	23	28.75%
SEXE		
Masculin	12	15.00%
Féminin	11	13.75%
ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	18	22.50%
Plus de 50 ans	5	6.25%
CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	4	5.00%
Chômeurs / Étudiants	6	7.50%
Femmes au foyer / Milieu rural	2	2.50%
Employés	9	11.25%
Commerçants	2	2.50%
NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	1	1.25%
Secondaire	5	6.25%
Supérieur	15	18.75%
Pas de réponse	2	2.50%

Tableau 5

5. Êtes-vous favorable à la réouverture de la frontière entre l'Algérie et le Maroc ?	Nombre de personnes	%
OUI	68	85.00%
NON	11	13.75%
Pas de réponse	1	1.25%
TOTAL	80	100%

Tableau 6

6. Êtes-vous favorable à la création d'un Parlement Maghrébin élu démocratiquement ?	Nombre de personnes	%
OUI	66	82.50%
NON	13	16.25%
Je ne sais pas	1	1.25%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

6. Êtes-vous favorable à la création d'un Parlement Maghrébin élu démocratiquement ?	Nombre de personnes	%
OUI	66	82.50%

SEXE		
Masculin	39	48.75%
Féminin	27	33.75%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	54	67.50%
Plus de 50 ans	12	15.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	17	21.25%
Chômeurs / Étudiants	17	21.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	7	8.75%
Employés	20	25.00%
Commerçants	5	6.25%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	4	5.00%
Secondaire	14	17.50%
Supérieur	45	56.25%
Pas de réponse	3	3.75%

6. Êtes-vous favorable à la création d'un Parlement Maghrébin élu démocratiquement ?	Nombre de personnes	%
NON	13	16.25%

SEXE		
Masculin	5	6.25%
Féminin	8	10.00%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	12	15.00%
Plus de 50 ans	1	1.25%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	1	1.25%
Chômeurs / Étudiants	3	3.75%
Femmes au foyer / Milieu rural	1	1.25%
Employés	7	8.75%
Commerçants	1	1.25%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	3	3.75%
Supérieur	8	10.00%
Pas de réponse	2	2.50%

Tableau 7

7. A quoi pourrait-il servir?	Nombre de personnes	%
Appliquer des réformes	17	21.25%
La démocratie au Maghreb	32	40.00%
Résoudre le problème du Sahara	3	3.75%
La création d'un marché régional	8	10.00%
Pas de réponse	20	25.00%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

7. A quoi pourrait-il servir?	Nombre de personnes	%
Appliquer des réformes	17	21.25%

SEXE		
Masculin	9	11.25%
Féminin	8	10.00%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	13	16.25%
Plus de 50 ans	4	5.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	4	5.00%
Chômeurs / Étudiants	6	7.50%
Femmes au foyer / Milieu rural	1	1.25%
Employés	6	7.50%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	5	6.25%
Supérieur	11	13.75%
Pas de réponse	1	1.25%

7. A quoi pourrait-il servir?	Nombre de personnes	%
La démocratie au Maghreb	32	40.00%

SEXE		
Masculin	20	25.00%
Féminin	12	15.00%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	28	35.00%
Plus de 50 ans	4	5.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	7	8.75%
Chômeurs / Étudiants	9	11.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	5	6.25%
Employés	6	7.50%
Commerçants	5	6.25%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	4	5.00%
Secondaire	5	6.25%
Supérieur	21	26.25%
Pas de réponse	2	2.50%

7. A quoi pourrait-il servir?	Nombre de personnes	%
Résoudre le problème du Sahara	3	3.75%

SEXE		
Masculin	1	1.25%
Féminin	2	2.50%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	3	3.75%
Plus de 50 ans	0	0.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	1	1.25%
Chômeurs / Étudiants	0	0.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	0	0.00%
Employés	2	2.50%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	0	0.00%
Supérieur	3	3.75%
Pas de réponse	0	0.00%

7. A quoi pourrait-il servir?	Nombre de personnes	%
La création d'un marché régional	8	10.00%

SEXE		
Masculin	6	7.50%
Féminin	2	2.50%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	5	6.25%
Plus de 50 ans	3	3.75%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	2	2.50%
Chômeurs / Étudiants	1	1.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	2	2.50%
Employés	3	3.75%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	2	2.50%
Supérieur	6	7.50%
Pas de réponse	0	0.00%

7. A quoi pourrait-il servir?	Nombre de personnes	%
Pas de réponse / Je ne sais pas	20	25.00%

SEXE		
Masculin	8	10.00%
Féminin	12	15.00%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	18	22.50%
Plus de 50 ans	2	2.50%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	4	5.00%
Chômeurs / Étudiants	4	5.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	0	0.00%
Employés	11	13.75%
Commerçants	1	1.25%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	5	6.25%
Supérieur	13	16.25%
Pas de réponse	2	2.50%

Tableau 8

8. Dans quelles villes du Maghreb souhaiteriez-vous qu'il siège ?	Nombre de personnes	%
Algérie	4	5.00%
Tunisie	40	50.00%
Libye	1	1.25%
Maroc	2	2.50%
Mauritanie	0	0.00%
N'importe laquelle	17	21.25%
Présidence tournante	3	3.75%
Pas de réponse	13	16.25%
TOTAL	80	100%

Tableau 9

9. Souhaiteriez-vous une monnaie unique en Afrique du Nord ?	Nombre de personnes	%
OUI	71	88.75%
NON	9	11.25%
TOTAL	80	100%

Si oui, laquelle ?	Nombre de personnes	%
La monnaie nationale	9	11.25%
Une nouvelle monnaie	54	67.50%
N'importe laquelle	8	10.00%
Pas de réponse / Je ne sais pas	9	11.25%
TOTAL	80	100%

Tableau 10

10. Comment expliquez-vous les problèmes entre l'Algérie et le Maroc ?	Nombre de personnes	%
L'histoire	21	26.25%
Les dirigeants	34	42.50%
La différence entre les peuples	8	10.00%
Ingérence étrangère	10	12.50%
Autre	4	5.00%
Pas de réponse / Je ne sais pas	3	3.75%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

10. Comment expliquez-vous les problèmes entre l'Algérie et le Maroc ?	Nombre de personnes	%
L'histoire	21	26.25%

SEXE		
Masculin	12	15.00%
Féminin	9	11.25%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	19	23.75%
Plus de 50 ans	2	2.50%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	6	7.50%
Chômeurs / Étudiants	3	3.75%
Femmes au foyer / Milieu rural	0	0.00%
Employés	9	11.25%
Commerçants	3	3.75%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	3	3.75%
Supérieur	17	21.25%
Pas de réponse	1	1.25%

10. Comment expliquez-vous les problèmes entre l'Algérie et le Maroc ?	Nombre de personnes	%
Les dirigeants	34	42.50%

SEXE		
Masculin	18	22.50%
Féminin	16	20.00%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	26	32.50%
Plus de 50 ans	8	10.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	6	7.50%
Chômeurs / Étudiants	9	11.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	6	7.50%
Employés	10	12.50%
Commerçants	3	3.75%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	4	5.00%
Secondaire	8	10.00%
Supérieur	19	23.75%
Pas de réponse	3	3.75%

10. Comment expliquez-vous les problèmes entre l'Algérie et le Maroc ?	Nombre de personnes	%
La différence entre les peuples	8	10.00%

SEXE		
Masculin	2	2.50%
Féminin	6	7.50%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	7	8.75%
Plus de 50 ans	1	1.25%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	1	1.25%
Chômeurs / Étudiants	4	5.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	0	0.00%
Employés	3	3.75%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	2	2.50%
Supérieur	5	6.25%
Pas de réponse	1	1.25%

10. Comment expliquez-vous les problèmes entre l'Algérie et le Maroc ?	Nombre de personnes	%
Ingérence étrangère	10	12.50%

SEXE		
Masculin	10	12.50%
Féminin	0	0.00%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	9	11.25%
Plus de 50 ans	1	1.25%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	3	3.75%
Chômeurs / Étudiants	3	3.75%
Femmes au foyer / Milieu rural	1	1.25%
Employés	3	3.75%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	3	3.75%
Supérieur	7	8.75%
Pas de réponse	0	0.00%

Tableau 11

11. Un gouvernement islamiste au Maroc	Nombre de personnes	%
Une bonne chose pour l'UMA	26	32.50%
Un danger pour l'UMA	21	26.25%
Une inquiétude pour l'UE	15	18.75%
Une chance pour les Tunisiens	10	12.50%
Pas de réponse	8	10.00%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

11. Un gouvernement islamiste au Maroc	Nombre de personnes	%
Une bonne chose pour l'UMA	26	32.50%

SEXE		
Masculin	17	21.25%
Féminin	9	11.25%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	20	25.00%
Plus de 50 ans	6	7.50%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	0	0.00%
Chômeurs / Étudiants	12	15.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	4	5.00%
Employés	8	10.00%
Commerçants	2	2.50%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	3	3.75%
Secondaire	7	8.75%
Supérieur	14	17.50%
Pas de réponse	2	2.50%

11. Un gouvernement islamiste au Maroc	Nombre de personnes	%
Un danger pour l'UMA	21	26.25%

SEXE		
Masculin	7	8.75%
Féminin	14	17.50%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	17	21.25%
Plus de 50 ans	4	5.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	6	7.50%
Chômeurs / Étudiants	5	6.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	0	0.00%
Employés	8	10.00%
Commerçants	2	2.50%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	5	6.25%
Supérieur	16	20.00%
Pas de réponse	0	0.00%

11. Un gouvernement islamiste au Maroc	Nombre de personnes	%
Une inquiétude pour l'UE	15	18.75%

SEXE		
Masculin	8	10.00%
Féminin	7	8.75%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	12	15.00%
Plus de 50 ans	3	3.75%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	5	6.25%
Chômeurs / Étudiants	2	2.50%
Femmes au foyer / Milieu rural	1	1.25%
Employés	7	8.75%
Commerçants	0	0.00%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	2	2.50%
Supérieur	12	15.00%
Pas de réponse	1	1.25%

11. Un gouvernement islamiste au Maroc	Nombre de personnes	%
Une chance pour les tunisiens	10	12.50%
SEXE		
Masculin	8	10.00%
Féminin	2	2.50%
ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	10	12.50%
Plus de 50 ans	0	0.00%
CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	3	3.75%
Chômeurs / Étudiants	1	1.25%
Femmes au foyer / Milieu rural	3	3.75%
Employés	2	2.50%
Commerçants	1	1.25%
NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	2	2.50%
Supérieur	6	7.50%
Pas de réponse	2	2.50%

Tableau 12

12. Que manque-t-il à l'UMA pour progresser ?	Nombre de personnes	%
Des dirigeants intègres et compétents	13	16.25%
Un développement économique	3	3.75%
Un accord entre les dirigeants	21	26.25%
Une plus grande confiance et la démocratie	30	37.50%
Pas de réponse	13	16.25%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

12. Que manque-t-il à l'UMA pour progresser ?	Nombre de personnes	%
Des dirigeants intègres et compétents	13	16.25%

SEXE		
Masculin	8	10.00%
Féminin	5	6.25%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	9	11.25%
Plus de 50 ans	4	5.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	5	6.25%
Chômeurs / Étudiants	4	5.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	1	1.25%
Employés	2	2.50%
Commerçants	1	1.25%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	1	1.25%
Secondaire	4	5.00%
Supérieur	8	10.00%
Pas de réponse	0	0.00%

12. Que manque-t-il à l'UMA pour progresser ?	Nombre de personnes	%
Un accord entre les dirigeants	21	26.25%

SEXE		
Masculin	10	12.50%
Féminin	11	13.75%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	18	22.50%
Plus de 50 ans	3	3.75%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	2	2.50%
Chômeurs / Étudiants	7	8.75%
Femmes au foyer / Milieu rural	3	3.75%
Employés	8	10.00%
Commerçants	1	1.25%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	1	1.25%
Secondaire	5	6.25%
Supérieur	13	16.25%
Pas de réponse	2	2.50%

12. Que manque-t-il à l'UMA pour progresser ?	Nombre de personnes	%
Une plus grande confiance et la démocratie	30	37.50%
SEXE		
Masculin	17	21.25%
Féminin	13	16.25%
ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	24	30.00%
Plus de 50 ans	6	7.50%
CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	6	7.50%
Chômeurs / Étudiants	8	10.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	2	2.50%
Employés	11	13.75%
Commerçants	3	3.75%
NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	6	7.50%
Supérieur	21	26.25%
Pas de réponse	3	3.75%

Tableau 13

13. Selon vous l'Europe investit-elle suffisamment dans l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Beaucoup	22	27.50%
Un peu	36	45.00%
Pas du tout	18	22.50%
Pas de réponse	4	5.00%
TOTAL	80	100%

CROISEMENT

13. Selon vous l'Europe investit-elle suffisamment dans l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Beaucoup	22	27.50%

SEXE		
Masculin	18	22.50%
Féminin	4	5.00%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	20	25.00%
Plus de 50 ans	2	2.50%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	3	3.75%
Chômeurs / Étudiants	6	7.50%
Femmes au foyer / Milieu rural	3	3.75%
Employés	8	10.00%
Commerçants	2	2.50%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	0	0.00%
Secondaire	3	3.75%
Supérieur	17	21.25%
Pas de réponse	2	2.50%

13. Selon vous l'Europe investit-elle suffisamment dans l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Un peu	36	45.00%

SEXE		
Masculin	21	26.25%
Féminin	15	18.75%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	28	35.00%
Plus de 50 ans	8	10.00%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	11	13.75%
Chômeurs / Étudiants	6	7.50%
Femmes au foyer / Milieu rural	3	3.75%
Employés	13	16.25%
Commerçants	3	3.75%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	3	3.75%
Secondaire	9	11.25%
Supérieur	22	27.50%
Pas de réponse	2	2.50%

13. Selon vous l'Europe investit-elle suffisamment dans l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Pas du tout	18	22.50%

SEXE		
Masculin	5	6.25%
Féminin	13	16.25%

ÂGE		
Entre 18 et 49 ans	16	20.00%
Plus de 50 ans	2	2.50%

CATÉGORIE SOCIALE		
Cadres	2	2.50%
Chômeurs / Étudiants	8	10.00%
Femmes au foyer / Milieu rural	2	2.50%
Employés	5	6.25%
Commerçants	1	1.25%

NIVEAU D'ÉTUDE		
Sans études	0	0.00%
Élémentaire	1	1.25%
Secondaire	5	6.25%
Supérieur	11	13.75%
Pas de réponse	1	1.25%

III. Annexe méthodologique

Cette étude propose une réflexion sur les modes de connaissance, les images et les perceptions de l'Union du Maghreb Arabe en Tunisie. Elle s'appuie sur un matériau empirique combinant deux types de méthodes : un questionnaire passé auprès d'un échantillon de **80** personnes et une série d'entretiens semi-directifs avec **une vingtaine** de militants et sympathisants des principales formations politiques tunisiennes.

La structure du questionnaire

Le questionnaire s'articule autour de trois grands volets (opinions, explications, solutions) mêlant des questions fermées et ouvertes, de fait et d'opinion, afin de mesurer et d'analyser l'intérêt que suscite le thème de l'UMA aussi bien du point de vue personnel que sous l'angle de ses représentations sociales. Un préambule vise à identifier socialement l'enquêté (âge, sexe, catégorie socioprofessionnelle, niveau de formation, langues parlées et sources d'information utilisées). Les entretiens semi-directifs ont pour objectif d'approfondir l'articulation entre la variable de la participation politique et l'image de l'UMA.

La définition de l'échantillon

La constitution de l'échantillon s'est effectuée à partir d'une combinaison de plusieurs déterminants sociaux tenant compte en particulier du sexe, de l'appartenance socioprofessionnelle et du lieu de résidence des enquêtés. Concernant ce dernier point, nous avons notamment pris en compte les différences entre le nord (Tunis) et le sud de la Tunisie.

L'équipe de recherche

Les entretiens ont été réalisés par une équipe de trois chercheurs. Kamel Cheklat est Algérien. Il prépare actuellement un doctorat en France (département de science politique de l'université de Paris 8) portant sur une étude comparée des trajectoires de démocratisation en Algérie et au Maroc entre 1989-2006. Il a participé à la réalisation de cette même enquête en Algérie. Mohamed Ben Mabrouk est Tunisien. Il est également doctorant au département de science politique de l'université de Paris 8. Alexandra Poli est française, docteur en sociologie au Centre d'Analyse et d'Interventions Sociologiques à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, Paris). Elle est chargée du volet de l'enquête auprès des femmes et de la coordination méthodologique pour l'ensemble du projet.

Des consignes méthodologiques ont été établies et discutées avant la mise en œuvre de l'enquête afin d'obtenir un échantillon cohérent et de disposer d'un maximum de précisions quant aux conditions de recherche. Chaque enquêteur devait, par exemple, reporter sur l'exemplaire du questionnaire un ensemble d'informations relatives aussi bien à la prise de contact qu'à la réception du questionnaire. Comment les sollicitations se sont-elles effectuées (ex : téléphone, rencontre de visu, par un intermédiaire ou non) ? Comment les personnes ont-elles réagi face à la proposition (ex : acquiescement spontané, hésitation, refus... refus ou réticences justifié ou non par crainte, manque d'intérêt) ? Tout au long de l'enquête, les chercheurs ont régulièrement échangé leurs expériences et les résultats de leurs investigations.

Le déroulement de l'enquête

1. La situation de l'enquête

Le questionnaire a été passé seul et ne relève d'aucun autre processus participatif des enquêteurs. Chaque questionnaire a fait l'objet d'une interaction en face à face avec l'enquêté. Sa durée moyenne était de 45 minutes. Les questionnaires ont été passés en arabe classique, dialectal et en français.

La réalisation d'une enquête d'opinion en Tunisie appelle, plus qu'ailleurs, l'existence d'un lien de confiance avec les enquêtés. Ces derniers ont été sollicités à travers plusieurs réseaux de connaissance. Notons, cependant, que de façon générale et malgré les enjeux

massifs entourant la liberté d'expression dans le contexte tunisien, les enquêteurs n'ont pas rencontré de difficultés majeures pour solliciter les interviewés, même si certaines questions du questionnaire, nous y reviendrons plus bas, ont pu susciter de la gêne. Une grande partie des entretiens a été effectuée au domicile des personnes rencontrées afin de donner un caractère confidentiel à l'entretien et de contourner les systèmes de surveillance dont les chercheurs (en particulier le chercheur tunisien et le chercheur algérien) ont pu être l'objet à plusieurs reprises. Un des enquêteurs rapporte, par exemple, qu'il a été surveillé par la police et s'est vu demander ses papiers lorsqu'il passait un questionnaire dans un jardin public. C'est pourquoi les entretiens ont été effectués le plus souvent dans des lieux privés, à l'exception de quelques-uns passés dans des cafés populaires.

2. *Les formes de sollicitation*

Les enquêtés ont été abordés à travers deux modes d'approche que nous avons le plus souvent combinés. Le premier a consisté à proposer le questionnaire dans des lieux fréquentés : cafés populaires, jardins publics, salon du livre, moyen de transport publics, lieux de travail des enquêtés. Le second s'est organisé, à l'inverse du précédent, par l'entremise de tiers. L'échantillon s'est en grande partie constitué à partir du réseau d'informateurs-relais et par la méthode « de proche en proche » consistant à demander aux interviewés d'en désigner d'autres. Cette diversification des modes d'approche a permis d'évaluer et de comparer la réception de l'enquête dans des contextes variés.

Précédentes Publications EuroMeSCo

Roberto Aliboni, Fouad Ammor, *Dans l'ombre de « Barcelone » : du PEM à l'Union pour la Méditerranée*, EuroMeSCo Paper 77, Janvier 2009.

Karim Makdisi, Timur Goksel, Hans Bastian Hauck, Stuart Reigeluth, *FINUL II – Émergence et évolution de l'engagement européen au Liban et au Moyen-Orient*, EuroMeSCo Paper 76, Janvier 2009.

Erzsébet Rózsa, Abdessamad Belhaj, *Ceuta et Melilla : risques et gestion des risques*, EuroMeSCo Paper 75, Décembre 2008.

Mahjoob Zweiri, Ali Tekin, Andrew E. Johnson, *Les États fragiles et le processus de démocratisation : une nouvelle approche pour comprendre la sécurité au Moyen Orient*, EuroMeSCo Paper 74, Novembre 2008.

Anna Khakee, Jaber Afoukane, Fouad M. Ammor, Derek Lutterbeck, *Pragmatisme ou réaction brutale : les perceptions marocaines de la promotion occidentale de la démocratie*, EuroMeSCo Paper 73, Novembre 2008.

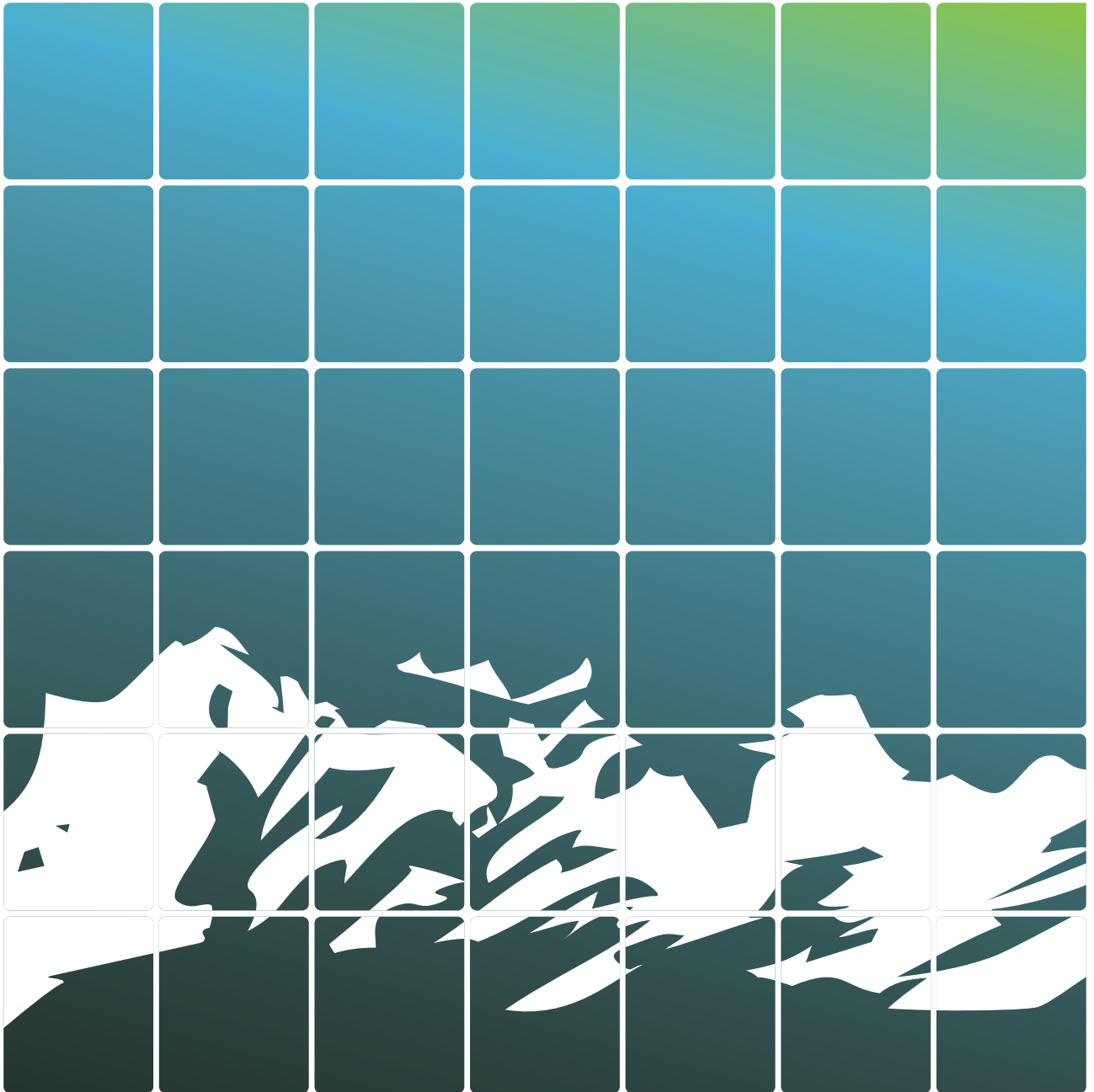
Sharon Pardo, *Vers un partenariat encore plus proche : un modèle pour le nouveau partenariat euro-israélien*, EuroMeSCo Paper 72, Octobre 2008.

Francesca Galli, *Les implications légales et politiques de la sécurisation des mesures anti-terrorisme dans la région méditerranéenne*, EuroMeSCo Paper 71, Septembre 2008.

Bruno C. Reis, *Changement politique dans la région méditerranéenne – impact sur les relations euro-méditerranéennes*, EuroMeSCo Paper 70, Septembre 2008.

Lena Kolarska Bobinska, Magdalena Mughrabi, *Les politiques des nouveaux membres de l'UE envers le conflit israélo-palestinien : le cas de la Pologne*, EuroMeSCo Paper 69, Août 2008.

Roberto Aliboni, Ahmed Driss, Tobias Schumacher, Alfred Tovias, *Mettre l'Union méditerranéenne en perspective*, EuroMeSCo Paper 68, Août 2008.



www.euromesco.net